

20
21
JAN

Dossier

Le double jeu américain dans la guerre Iran – Irak (1980-1988)

Margot de Kerpoisson,
Anne-Laure Michaux,
Benoit Sentis,
Sorelle Dissounga Mbussi,
Nicolas Musnier.

24^{ème} promotion SIE
Formation initiale
MBA «Stratégie et Intelligence
Economique - SIE»

30/11/2020

Le double jeu américain dans la guerre Iran – Irak (1980-1988)



Margot de Kerpoisson, Anne-Laure Michaux,
Benoit Sentis, Sorelle Dissounga Mbussi,
Nicolas Musnier

« La guerre Iran- Irak a marqué un tournant de l'histoire du Moyen Orient. On ne peut pas comprendre la situation qui prévaut aujourd'hui dans le Golfe, qu'il s'agisse du dossier nucléaire iranien, de la rivalité irano-saoudienne ou des crises politiques irakiennes et iraniennes sans saisir les mécanismes complexes, les haines recuites, les luttes de pouvoir implacables mais aussi les frustrations et craintes persistantes qui découlent directement de cette guerre. »

Pierre Razoux, *La Guerre Iran-Irak 1980 – 1988.*

Table des matières

Introduction.....	3
I. LE DOUBLE JEU AMÉRICAIN : L'INSTRUMENTALISATION DES BELLIGÉRANTS	4
A. SOUTENIR L'IRAK POUR CONTENIR LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE	4
1980-1982 : un soutien timide	4
1982-1986 : un soutien de plus en plus affirmé.....	4
1986–1988 : un soutien assumé mais forcé.....	5
B. SOUTENIR L'IRAN POUR CONTENIR LES AMBITIONS HÉGÉMONIQUES IRAKIENNES ET LUTTER CONTRE L'INFLUENCE SOVIÉTIQUE.....	6
L'Iran un État rempart.....	6
Les relations irano-américaines avant la guerre	6
Dégradation des relations irano-américaines : la prise d'otage de l'ambassade.....	6
L'alliance « de revers » entre Tel Aviv et Téhéran.....	7
C. LE MOYEN-ORIENT : DÉFENSE D'UN PRE CARRE AMÉRICAIN ?	8
Pétroles du Moyen Orient : « intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique »	8
L'issue de la guerre définie depuis 1980 par Washington ?.....	9
II. LES ÉTATS-UNIS FACE À LEURS CONTRADICTIONS, QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES BELLIGÉRANTS ?	10
A. IRANGATE, RÉVÉLATION DU DOUBLE-JEU AMÉRICAIN	10
Humiliation du côté de l'administration Reagan.....	10
Vente secrète d'armes contre otages : les dessous de l'affaire	10
Violation de leurs propres embargos.....	11
Le financement des contras : Désaccords internes	11
B. WASHINGTON, RESPONSABLE DES UTILISATIONS D'ARMES CHIMIQUES ?	12
L'impunité irakienne permise par Washington : les dessous diplomatiques.....	12
« Une victoire iranienne inenvisageable » selon Reagan.....	13
C. IRAN ET IRAK : ÉTATS PROFITEURS ET VICTIMES.....	13
Une guerre sans vainqueur :	13
Iran et Irak en 1988 : des puissances exsangues	14
Un bilan contrebalancé du côté iranien par la consolidation du régime de Khomeiny.....	14
La défiance de Bagdad confrontée à la dépendance irakienne vis-à-vis des États-Unis	14
III. L'IMPUNITÉ AMÉRICAINNE, SYMBOLE DES RAPPORTS DE FORCE DÉSÉQUILIBRÉS.....	15
A. AUX ÉTATS-UNIS : UN RAPPORT DE FORCE INTERNE EN FAVEUR DE L'ADMINISTRATION REAGAN	15
La Guerre Iran – Irak : Un long bras de fer entre les pouvoirs Exécutif et Législatif	15
Le Congrès et la justice américaine durant la Guerre Froide : les grands délaissés ?	15
Le droit de grâce présidentiel sous G. W Bush	16
Tentative d'impeachment : une nouvelle démonstration de l'immunité du Président	16
B. L'ABSENCE DE RÉACTIONS AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE	17
Les pays alliés des Etats-Unis : un silence coupable ?	17
L'Affaire Luçaire : Un Irangate à la française.....	17
Le silence du colosse soviétique : symbole du déclin ?	18
C. INSTITUTIONS INTERNATIONALES, L'INCAPACITÉ DE L'ONU.....	19
Un conflit insoluble pour les institutions internationales.....	19
Instrumentalisation des belligérants, la prise de conscience de l'ONU ?	19
Conclusion.....	21

L'évolution de la situation mondiale en ce début d'année 2021 implique de s'interroger sur les jeux d'alliance et leurs conséquences sur le court moyen/moyen/long terme. La guerre entre l'Irak et l'Iran a marqué les esprits par le niveau de cynisme qui a caractérisé le jeu des acteurs directs et indirects impliqués dans ce conflit. Quarante années plus tard, les différents acteurs se sont plutôt affaiblis à des degrés divers : l'Irak est un Etat en ruine, l'Iran est très affaibli par cette guerre et les mesures de rétorsion américaines qui vont suivre pour l'empêcher d'acquérir l'arme nucléaire, les Etats-Unis ont perdu une partie de leur influence au Moyen Orient.

Le cynisme pour garantir des intérêts de puissance n'est pas le moyen le plus sûr pour se renforcer durablement dans le domaine de la politique internationale. Un des événements marquants du XX^e siècle a été la signature du Pacte germano-soviétique en 1939¹. Cet acte cynique qui est apparu dans un premier temps comme une manœuvre judicieuse d'Hitler pour pouvoir se concentrer sur sa guerre à l'Ouest. De son côté, Staline espérait grâce à ce pacte profiter d'un affaiblissement possible de ses. Les pays capitalistes européens subiraient les contrecoups de la guerre mais aussi son « allié » circonstanciel et ennemi de toujours, le régime nazi. Ce pacte a finalement nui à l'Allemagne nazie comme à la Russie soviétique parce qu'il a durablement fragilisé les liens tissés avec leurs alliés étatiques et idéologiques.

Rappel du contexte

Le 22 septembre 1980, l'Irak de Saddam Hussein déclare officiellement la guerre à son voisin iranien en s'appuyant sur la violation des accords d'Alger de 1975. Saddam Hussein accuse l'Iran de soutenir les kurdes irakiens (ce qui est vrai, avec l'aide de Washington) et de fait de ne pas respecter ces accords qui prévoyaient également le partage de la région de Chatt-El-Arab. Mais derrière cette déclaration officielle se cache également d'autres motivations politiques, géopolitiques, géo-économiques de l'invasion de l'Iran par l'Irak. En 1979, le shah d'Iran (allié des Américains est contraint de s'enfuir. La révolution Islamique a débuté et l'ayatollah Khomeiny prend le pouvoir. Cette révolution est redoutée par les différents États du Golfe et plus généralement du Moyen Orient qui craignent une contagion de celle-ci sur leur territoire. De plus, la révolution constitue notamment une menace sérieuse au régime Baas : Khomeiny ayant appelé les Irakiens à renverser ce régime. Par ailleurs, l'invasion de l'Iran constitue une nouvelle étape dans la lutte pour la suprématie régionale dans laquelle l'Irak souhaite se démarquer. Saddam Hussein aspire à devenir le nouveau leader du monde arabe et à faire de l'Irak le bastion des sunnites face aux chiites iraniens. Enfin, le contrôle de la région stratégique du Chatt-el-Arab et de l'Arabistan (actuel Khouzistan) constitue la clé du contrôle du pétrole Arabo – Persique. Saddam Hussein souhaite ainsi récupérer les avantages territoriaux abandonnés par les accords d'Alger.

L'art de la duplicité américaine et ses limites

Tous ces facteurs, associés à la rivalité millénaire entre Perses et Arabes constituent autant de motivations pour Saddam Hussein en 1980 d'envahir son voisin. L'Irak profite dès lors de la position de faiblesse des Iraniens sur le plan militaire pour envahir leur territoire. Saddam Hussein mise sur une « guerre éclair » car l'Iran est divisé. Cependant, son attaque galvanise la population iranienne. La guerre durera 8 ans (1980 – 1988) et marquera un des plus longs et sanglants conflits du XX^e siècle. Dans cette guerre, les États-Unis joueront un rôle déterminant dans le domaine de l'approvisionnement logistique mais aussi dans les coulisses

¹ Roger Moorhouse, *Une histoire de l'alliance entre Hitler Staline (1939-1941)*, Paris, Buchet Chastel, septembre 2020.

géopolitiques du conflit. Situés dans la région stratégique du Golfe, l'Iran et l'Irak présentent en effet des avantages naturels auxquels les États-Unis sont très dépendants : le pétrole. Par ailleurs ces deux pays représentent pour différentes raisons des intérêts majeurs pour Washington dans le contexte de Guerre Froide et la lutte contre l'expansionnisme de l'URSS. Malgré une neutralité de façade, les États-Unis élaborent secrètement une stratégie fondée sur un double jeu, dans lequel, Iran et Irak sont certes des États profiteurs mais également des victimes. In fine, les deux puissances du Golfe ne seront que les instruments de la politique américaine dans cette zone vitale pour leurs intérêts de puissance.

I. LE DOUBLE JEU AMÉRICAIN : L'INSTRUMENTALISATION DES BELLIGÉRANTS

A. SOUTENIR L'IRAK POUR CONTENIR LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE

Le soutien américain à l'Irak peut être découpé en trois étapes : de 1980 à 1982, de 1982 au scandale de l'Irangate (Novembre 1986), et de novembre 1986 à la fin de la guerre.

1980-1982 : un soutien timide

Les États-Unis d'Amérique soutiennent dans un premier temps l'État Irakien. La révolution islamique de 1979 a évincé le fidèle allié de Washington en Iran. Depuis, l'Ayatollah Khomeiny à la tête de la révolution s'appuie sur une rhétorique anti-américaine (Il décrit les États-Unis comme « Le Grand Satan »). En témoigne le soutien de Khomeiny aux étudiants iraniens lors de la manifestation devant l'ambassade américaine à Téhéran et la prise d'otage du 28 novembre 1979 (qui durera 444 jours !). Mais ce soutien à l'Irak s'explique également par un principe de réalpolitik : Washington souhaite éviter que la révolution ne se propage à d'autres États voisins, afin de protéger les intérêts américains dans cette région stratégique qui détient les plus grandes réserves de pétrole. Sans cet or noir, la croissance économique du monde occidental et particulièrement américaine serait remise en question. En effet, depuis quelques années, la consommation domestique a dépassé la production américaine, ce qui oblige Washington à s'intéresser d'autant plus au pétrole de la région du Golfe. Il est donc indispensable pour les États-Unis de s'affirmer publiquement contre l'Iran et de soutenir l'Irak. Une position sur laquelle les pouvoirs décisionnaires de la superpuissance occidentale s'affrontent cependant : Le Congrès d'un côté ne souhaite pas soutenir Saddam Hussein (déjà proche de l'URSS) tandis que le Bureau Ovalaire considère qu'un soutien au régime irakien est nécessaire. Le rapport de force interne est alors remporté par la Maison Blanche qui dans un premier temps, soutient secrètement Saddam Hussein (à travers la vente de bombes à fragmentation). Le soutien est néanmoins mesuré dans un premier temps. Les États-Unis se déclarent neutres dans le conflit, de peur qu'un rapprochement trop important avec l'Irak ne pousse l'Iran dans les bras de son grand rival l'URSS, faisant ainsi perdre l'accès aux mannes pétrolières.

1982-1986 : un soutien de plus en plus affirmé

Pourtant le soutien américain auprès de l'Irak s'accroît à partir de 1982 pour deux raisons. Premièrement, parce que l'Iran est en bonne position pour remporter le conflit et deuxièmement parce que l'Irak a perdu ses capacités nucléaires suite à la destruction de la centrale Osirak en 1982 par Israël comme nous le verrons. Si le nucléaire irakien avait permis à l'Irak de s'affirmer définitivement, les ambitions irakiennes de posséder l'arme nucléaire inquiétaient cependant Washington. Cette menace dissipée, les États-Unis sont en mesure d'affirmer d'autant plus fermement leur soutien à Saddam Hussein. Dès lors, en mars 1982, les États-Unis retirent l'Irak de leur liste des États terroristes. Cela permet à Saddam Hussein

d'acheter des armes et de commercer plus librement. Les vendeurs d'armes se pressent ainsi à Bagdad.²

Le soutien américain à l'Irak se concrétise principalement de trois manières : Au niveau informationnel, au niveau diplomatique et au niveau du matériel militaire.

- Matériellement : En 1982 la CIA autorise la vente de bombes à fragmentation à Bagdad (sans accord du Congrès) et à partir de 1985 les États-Unis autorisent la vente de « précurseurs chimiques » à double usage, qui seront utilisés pour la fabrication d'armes chimiques. Enfin, lors de la guerre des tankers, les États-Unis fournissent d'importants moyens navals afin d'assurer la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz.
- Diplomatiquement : le soutien de Washington se fera dans un premier temps en fermant les yeux sur l'utilisation d'armes chimiques, puis, lorsque les preuves deviendront de plus en plus importantes, Washington se limitera à une condamnation de posture sans aucune répercussion derrière.
- Renseignement : La CIA renseigne également l'Irak grâce à des images satellites et transmet l'avancée de l'armée iranienne à Saddam Hussein.³
- Les États-Unis sont donc intéressés non pas par une victoire écrasante de l'Irak, mais surtout par une non-victoire de l'Iran comme nous allons le voir. Cette nuance est très importante pour comprendre le double jeu américain.

1986–1988 : un soutien assumé mais forcé

Suite au scandale de l'Irangate (voir partie II.A), Washington n'a d'autre choix que d'affirmer plus fermement son soutien à l'Irak, les négociations avec l'Iran ayant été réduites à néant. Le gouvernement américain est d'autant plus forcé qu'il est confronté à un problème de crédibilité sur la scène internationale. Au moment de la guerre des Tankers en mai 1987, lorsque l'Irak bombarde par erreur l'USS Stark, tuant ainsi 37 marins américains, Washington ne réagit pas. En revanche lorsque l'USS Samuel B. Roberts touche une mine iranienne sans faire de victime, les États-Unis lancent l'opération Praying Mantis en 1988 et envoient une grande force navale coulant ainsi près de 1/3 de la flotte iranienne. Avant cette large offensive, les États-Unis étaient déjà présents dans le détroit d'Ormuz. Ils avaient en effet répondu à l'appel de certains pays riverains comme le Koweït et l'Arabie Saoudite, victimes collatérales de cette guerre des tankers. Les États-Unis ne voulaient pas y prendre part dans un premier temps, mais la possibilité de se faire supplanter par l'URSS les a poussés à intervenir, notamment en enregistrant sous leur pavillon des pétroliers koweïtiens. La guerre des Tankers menaçait directement les intérêts pétroliers des États-Unis. Cela explique l'intervention directe de ces derniers, très attachés à la liberté de navigation, notamment dans le détroit d'Ormuz, où transite 80% du brut mondial.

Le soutien américain à l'Irak s'est donc accru le long du conflit au fil des événements. Aux premiers jours du conflit, Washington s'affirme « neutre » et affiche un timide soutien en faveur de l'Irak lors des deux premières années. Cependant, Washington n'hésite pas à renforcer ce soutien dès 1982, lorsque l'Irak est en position de faiblesse, et que la menace nucléaire y est anéantie. Puis, à partir de l'Irangate, les États-Unis n'ont d'autre choix que de rompre leur neutralité officielle, et prennent alors part de manière plus directe dans la guerre entre les deux puissances du Golfe.

² Mathieu Auzanneau, *Or Noir, La grande histoire du pétrole*, La Découverte, Paris, 2015, p.542.

³ Rapport de la CIA : "Iran at the Gates of Al Basrah", General CIA Records, 30 janvier 1987.

B. SOUTENIR L'IRAN POUR CONTENIR LES AMBITIONS HÉGÉMONIQUES IRAKIENNES ET LUTTER CONTRE L'INFLUENCE SOVIÉTIQUE

L'Iran un État rempart

L'Iran est considéré par Washington comme un espace stratégique pour deux raisons principales. La première est liée à un contexte de Guerre Froide. Le pays fait office de « zone tampon » entre l'URSS et la région du Golfe. Les anglo-saxons y voient donc un rempart contre l'expansion soviétique au Moyen-Orient. Si l'Iran tombe, il serait possible pour l'URSS d'imposer un régime soviétique, dont l'influence pourrait dès lors se propager dans cette région si stratégique pour les occidentaux. La seconde explication est liée aux ambitions irakiennes. L'Iran est en effet vu comme un instrument indispensable pour lutter contre l'hégémonie irakienne dans le Golfe Persique. Le soutien à l'Iran répond donc à une double visée : limiter l'influence soviétique et contrôler les ambitions hégémoniques irakiennes dans le monde arabe.

Les relations irano-américaines avant la guerre

Avant l'arrivée au pouvoir de l'Ayatollah Khomeiny, Iran et Etats-Unis collaborent sur plusieurs plans. En 1972, une collaboration est établie entre le shah d'Iran et Kissinger (alors conseiller du Président Nixon pour les Affaires de sécurité nationale). Alors que l'Iran soutient les mouvements rebelles kurdes en Irak, pour affaiblir et occuper celui-ci⁴, le gouvernement américain apporte une aide massive à l'Iran : livraison d'armes, formation de milliers de stagiaires iraniens aux États-Unis (notamment les pilotes), collaboration sur le plan du renseignement. La CIA informe par exemple la police militaire iranienne, la Savak, sur le dispositif militaire irakien.⁵

Dégradation des relations irano-américaines : la prise d'otage de l'ambassade

Cependant, la révolution islamique de 1979 met un coup de frein à la collaboration entre les deux pays. La révolution, amorcée par la propagande de l'ayatollah Khomeiny depuis la France où il se trouve en exil, a pour objectif la mise en place d'une république islamique. Cela va de pair avec une désoccidentalisation de la région. Les États-Unis sont alors qualifiés de « Grand Satan ».

Du côté américain, les avis divergent : Faut-il soutenir le nouveau régime comme le proposent certains démocrates ? Certains officiels appellent en effet à soutenir l'Iran, considérant les velléités d'indépendance du Shah trop importantes et d'un autre côté considérant que l'Islamisme peut être un rempart au communisme.⁶

Ou faut-il au contraire profiter de cette crise pour faire tomber le président Carter en lui reprochant la mauvaise gestion (positionnement républicain) ? L'Iran met fin aux discussions en interrompant quelques mois après les contrats d'armements avec Washington. Les relations se dégradent alors brusquement. En novembre 1979, c'est un nouveau coup de théâtre avec la prise d'otages dans l'ambassade américaine à Téhéran. Le président Carter est alors incapable de régler cette nouvelle crise, les relations diplomatiques sont rompues en avril 1980. Jimmy Carter impose dès lors un embargo commercial tandis que les forces spéciales américaines tentent d'organiser une opération secrète pour libérer les otages qui tournera au fiasco.⁷ De fait, c'est l'entourage du candidat Reagan qui négocie la libération des otages avec l'Iran, en échange de livraison de pièces de rechange dont l'Iran a impérativement

⁴ Mathieu Auzanneau, *Or Noir, La grande histoire du pétrole*, La Découverte, Paris, 2015, p.537.

⁵ Pierre Razoux, *La guerre Iran-Irak. Première guerre du Golfe 1980-1988*, Perrin, « Synthèses Historiques », 2013, p.67.

⁶ Armin Arefi, « Comment les États-Unis ont raté leur coup en Iran », *Le Point*, 12 février 2015.

⁷ Pierre Razoux, *La guerre Iran-Irak. Première guerre du Golfe 1980-1988*, Perrin, « Synthèses Historiques », 2013, p.91.

besoin en ce début de guerre contre l'Irak.⁸ Plusieurs mettent en doute l'intégrité de Reagan dans cette affaire. La crise des otages aurait-elle été un instrument de campagne de Reagan ? Car, quelques minutes après son investiture, les otages, détenus depuis 444 jours, sont libérés.

L'alliance « de revers » entre Tel Aviv et Téhéran

Avant la révolution islamique, l'Iran et Israël entretiennent des relations cordiales. Téhéran et Tel Aviv sont alors des partenaires informels de coopération militaire, technologique, agricole et énergétique. La révolution de Khomeiny entraîne également une dégradation entre l'Iran et Israël, qui est décrit comme le « Petit Satan ». L'Iran ordonne par exemple la création au Liban du Hezbollah pour combattre Israël qui avait envahi le sud du Liban.

Pour Israël, l'Iran et l'Irak constituent deux ennemis. Tel Aviv a donc à cette période tout intérêt à ce que la guerre dure le plus longtemps possible. Une guerre sur la durée affaiblirait considérablement ces deux menaces pour le régime israélien. Pourtant, lorsque la guerre est déclarée entre l'Irak et l'Iran, l'Irak représente une menace plus prééminente pour Israël. Le pays dirigé par Saddam Hussein semble au début de la guerre en meilleure position pour remporter la guerre, l'Iran apparaissant assez isolé sur un plan diplomatique. Tandis que de nombreux pays arabes se sont rangés du côté de l'Irak (Jordanie, Maroc, Tunisie, Arabie Saoudite, Koweït, Égypte, Yémen du Nord), seuls la Syrie, la Lybie et le Yémen du Sud se sont alliés à l'Iran⁹. L'alliance irano-israélienne constitue en ce sens une alliance pragmatique et stratégique de « revers » pour Tel-Aviv. En effet, Israël est particulièrement inquiet de l'avancement du projet de nucléaire irakien engagé avec le soutien des français depuis l'accord franco-iraquien du 18 novembre 1975.¹⁰

Entre 1980 et 1986, malgré l'embargo, Israël livre clandestinement des armements américains (notamment missiles antichars et anti-aériens de dernière génération TOW et HAWK) à l'Iran.¹¹ Sans ce soutien, l'Iran n'aurait probablement pas tenu aussi longtemps contre les attaques de l'Irak. Du côté israélien, cette alliance permet également de servir des intérêts économiques, militaires et stratégiques : cela leur permet de moderniser leurs matériels militaires, d'obtenir du pétrole à des tarifs avantageux, et de pouvoir tirer profit de ces ventes. Enfin, cette alliance mènera à la brillante opération d'Israël et à la destruction de la centrale d'Osirak en 1982, véritable catastrophe côté irakien. Huit chasseurs bombardiers F16 larguent leurs bombes sur la centrale, 14 atteignent la cible. Celle-ci est intégralement détruite.

On peut, au vu de ses éléments, se poser quelques questions : pourquoi l'Iran n'a-t-il pas dévoilé le double jeu américain dès le départ ? Quel intérêt avait Khomeiny à rester discret sur le soutien israélien et américain ? L'Iran considère les États-Unis comme le « Grand Satan ». Cependant deux raisons peuvent expliquer le silence iranien. La première est liée à une question de dépendance technologique et militaire auprès des États-Unis. Révéler le double jeu aurait donc tout autant nui à l'Iran. La deuxième relève d'une question plus politique. L'Iran cherche à cette période à étendre son leadership sur ses voisins et à les rallier à sa révolution. Khomeiny souhaite donc donner une image forte de l'Iran, d'une puissance autonome et indépendante vis-à-vis des deux super-puissances du moment : les États-Unis et l'URSS. La révélation de ces achats aurait décrédibilisé la rhétorique anti-américaine iranienne. Une révélation iranienne aurait ainsi entraîné une « no win situation », c'est à dire une situation perdant-perdant.

⁸ Mathieu Auzanneau, *Or Noir, La grande histoire du pétrole*, p.524

⁹ Pierre Razoux, *La guerre Iran-Irak. Première guerre du Golfe 1980-1988*, p.121 à 124.

¹⁰ Jean Guisnel, « La France, premier proliférateur nucléaire », *Histoire secrète de la Ve République*. La Découverte, 2007, p.247.

¹¹ Mathieu Auzanneau, *Or Noir, La grande histoire du pétrole*, p.541.

C. LE MOYEN-ORIENT : DÉFENSE D'UN PRE CARRE AMÉRICAIN ?

Pétroles du Moyen Orient : « intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique »

Depuis la seconde guerre mondiale le pétrole a pris une place centrale dans l'économie mondiale, et tout particulièrement américaine. La production américaine depuis les années 1970 est en déclin face à la demande toujours plus importante. C'est pourquoi, le Golfe Persique a été déclaré comme région « d'intérêt national » par les États-Unis. En 1978, l'Iran est le second producteur et exportateur de l'OPEP et l'Irak le troisième. Au niveau mondial, l'Iran se positionne juste avant l'Irak en quatrième position.¹² On comprend donc l'importance de cette région pour l'Occident et plus particulièrement pour les États-Unis. Durant la Guerre Froide la région du Golfe est considérée comme une zone d'importance vitale par les États-Unis, notamment sous le président Carter. Trois doctrines présidentielles américaines (les doctrines Truman, Eisenhower et Nixon) ont joué un rôle dans la formation de cette doctrine. La doctrine Truman, qui stipule que les États-Unis doivent envoyer une aide militaire aux pays menacés par le communisme soviétique, a été utilisée pour renforcer la sécurité de l'Iran et de l'Arabie saoudite. En octobre 1950, le président Truman a écrit à Ibn Saud (roi d'Arabie Saoudite) que les États-Unis étaient « intéressés par la préservation de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Arabie saoudite. Aucune menace pour votre Royaume ne pourrait se produire sans qu'il devienne un sujet de préoccupation immédiate pour les États-Unis ».¹³

La doctrine Eisenhower préconise quant à elle également l'envoi de troupes américaines au Moyen-Orient pour défendre les alliés des États-Unis contre leurs adversaires soutenus par les Soviétiques. L'application de la doctrine Nixon a permis une aide militaire à l'Iran et à l'Arabie Saoudite afin qu'ils puissent assurer paix et stabilité. En 1979, la révolution iranienne et l'intervention soviétique en Afghanistan ont incité les États-Unis à réaffirmer leurs intérêts dans la région sous la forme de la doctrine Carter.

Le président Carter, dans son discours du 23 janvier 1980, après avoir déclaré que les troupes soviétiques en Afghanistan représentaient « une grave menace pour la libre circulation du pétrole du Moyen-Orient »¹⁴ a proclamé : « La région qui est aujourd'hui menacée par les troupes soviétiques en Afghanistan est d'une grande importance stratégique : Que notre position soit absolument clair : toute tentative par une force extérieure de prendre le contrôle de la région du Golfe persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique, et une telle attaque sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris par la force militaire ». Il est donc impensable, vu de Washington, qu'une autre puissance que les États-Unis puissent dominer cette région si stratégique, car elle représente à cette époque la moitié des réserves de pétrole mondiales. Cette doctrine à visée antisoviétique montre cependant l'intérêt américain pour la région. C'est au regard de cette doctrine qu'on peut analyser le double jeu américain. Cette dernière consiste à trouver un équilibre dans les politiques bilatérales avec les deux belligérants. Le double jeu s'inscrit dans une volonté de conservation de l'influence américaine auprès de chacun des belligérants et dans la région du Golfe Persique tout en luttant contre la menace soviétique. Le double jeu s'inscrit également dans la peur américaine d'une généralisation du conflit (d'où les soutiens discrets) afin de préserver leurs intérêts pétroliers dans la région.

¹² [US Energy Information Administration](#), Iran Oil, Janvier 2010.

¹³ "Foreign relations of the United States, 1950, The Near East, South Africa, and Africa, Volume V", Office of the Historian.

¹⁴ "[Jimmy Carter State of the Union Address 1980](#)", 23 janvier 1980.

L'issue de la guerre définie depuis 1980 par Washington ?

Suite à l'invasion irakienne en 1980 (à laquelle ne réagit pas Washington), les États-Unis élaborent une stratégie, laquelle est décrite dans un rapport de la CIA. Dans ce dernier sont évoquées les différentes issues du conflit¹⁵ :

- Une victoire iranienne
- Une victoire irakienne
- Une impasse (statut quo)

A ces trois issues sont associées les conséquences (économiques, politiques) qui y seraient liées.

Ainsi, une victoire irakienne entrainerait une fragilisation du régime iranien de Khomeiny mais engendrerait un risque de fragmentation de l'Iran à moyen terme avec des minorités renforçant leurs velléités d'autonomie. Une victoire irakienne pourrait par ailleurs amener à une augmentation de l'influence soviétique sur la région car l'Iran est une zone tampon entre les régions du Golfe et l'URSS. Par ailleurs, cela renforcerait l'autorité irakienne sur la région et donc la ligne de Saddam Hussein qui dénonce les politiques américaines dans la région. Si l'Irak devenait hégémon de la région, l'influence américaine y serait naturellement réduite, ce qui menacerait l'approvisionnement en pétrole au moment où la société et l'économie américaines ne sauraient s'en passer. Une victoire écrasante de l'Irak, et une défaite totale de l'Iran est donc une issue peu intéressante pour les États-Unis. Une telle situation aurait des conséquences extrêmement négatives pour leurs intérêts (aussi bien politiques qu'économiques).

Une victoire iranienne d'un autre côté, anéantirait certes les ambitions hégémoniques de l'Irak mais pourrait entrainer une situation plus favorable pour les soviétiques (bien que l'Iran ne soit pas adepte de la doctrine soviétique). Une victoire iranienne (chiite) entrainerait une déstabilisation des pays arabes sunnites. Or, l'Iran cherche déjà à déstabiliser certains gouvernements du Golfe. Cette déstabilisation pourrait être exploitée par les soviétiques pour agrandir leur influence. Une instabilité de facto peu désirable dans ce contexte de Guerre Froide et qui menacerait le plein potentiel pétrolier.

Enfin, le rapport décrit une troisième possibilité, plus favorable aux États-Unis : un *statu quo*. Une telle issue entrainerait certains risques : interruption des flux pétroliers durant la guerre, augmentation des prix. Cependant, un *statu quo* permettrait selon le rapport, de faciliter des accords de sécurité avec la région du Golfe (comme Washington le faisait déjà avec l'Arabie Saoudite), d'épuiser les capacités militaires des belligérants, permettant de facto de réduire la pression sur les États modérés de cette région (soutenus par les États-Unis). Parallèlement cela permettrait d'anéantir les ambitions hégémoniques de l'Irak, son image et donc sa ligne politique contre l'interventionnisme américain (l'Irak étant contre les politiques américaines dans cette région).

Les États-Unis étaient en ce sens pleinement conscients de leurs intérêts dans les différentes issues de la guerre. Washington avait tout intérêt à maintenir en faiblesse l'Irak, car un Irak victorieux entrainerait un Iran morcelé et un Irak trop fort. Les États-Unis n'avaient également aucun intérêt à envenimer le conflit de façon publique (la principale peur de Washington restant une propagation du conflit à l'ensemble de la région, ce qui aurait été complètement contradictoire aux intérêts énergétiques). Mais un Irak failli aurait également été alarmant. Le *statu quo* était donc l'issue la plus désirable au regard des objectifs que s'est donné la Maison Blanche. Une vision partagée par Israël (la guerre affaiblit ses deux grands ennemis) et l'Arabie Saoudite qui cherchait à s'affirmer comme puissance régionale.

¹⁵ [Implication of various outcomes of the Iraq-Iran war](#), Director of Central Intelligence, 20 octobre 1980.

II. LES ÉTATS-UNIS FACE À LEURS CONTRADICTIONS, QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES BELLIGÉRANTS ?

Le double jeu américain lors de cette guerre est illustré par les dissonances du gouvernement entre ses dires, ses actions et ses engagements. Le scandale de l'Irangate, encore appelé Affaire Iran-Contra et celui des utilisations d'armes chimiques par l'Irak en sont les éléments les plus éloquents. Ces contradictions ont contribué à maintenir en place l'une des guerres les plus dévastatrices du XXème siècle.

A. IRANGATE, RÉVÉLATION DU DOUBLE-JEU AMÉRICAIN

Début octobre 1986, un avion américain de la CIA rempli de matériel est abattu par l'armée nicaraguayenne. Lors de cette opération un des pilotes est retrouvé vivant. Ce dernier avoue que le matériel d'armes en provenance des États-Unis est destiné à soutenir les contras.¹⁶ C'est une première violation pour les États-Unis de leur amendement Boland de 1984 qui interdit de soutenir, directement ou indirectement, les opérations militaires ou paramilitaires menées au Nicaragua.

Quelques jours après, le 3 Novembre 1986, le journal libanais pro-syrien Ash-Shiraa, révèle un autre scandale : L'administration américaine livre secrètement des armes à l'Iran. Ces mêmes ventes permettent de soutenir les contras au Nicaragua.

Humiliation du côté de l'administration Reagan

Le 3 Novembre 1986, le journal libanais pro-syrien Ash-Shiraa révèle le scandale : l'administration américaine livre secrètement des armes à l'Iran contre des otages. Le bénéfice de ces mêmes ventes permet de soutenir les Contras au Nicaragua. La source du journal viendrait du côté iranien. Les révélations du journal sont rapidement confirmées par Téhéran. Les révélations choquent l'opinion publique, celles-ci mettent en lumière de nombreuses contradictions américaines et les nombreux mensonges de l'administration de Reagan.

Il est vrai qu'en décembre 1983, le groupe islamiste Hezbollah, groupe paramilitaire relié aux Gardiens de la Révolution iraniens, enlève six citoyens américains, puis en 1984 c'est William Buckley¹⁷, chef de la CIA en poste à Beyrouth qui est kidnappé puis transféré en Iran. Cependant, Reagan a toujours affirmé ne pas vouloir faire de concessions avec les preneurs d'otages, en refusant officiellement de payer la rançon demandée ou de faire un échange de prisonniers. Dix jours après la révélation du journal libanais, lors d'une conférence de presse du 13 novembre 1986 ce dernier s'exprime : « *Nous n'avons pas, je le répète, vendu d'armes pour la libération des otages et jamais nous ne le ferons* ».

Afin d'éclaircir cette affaire, le Congrès ordonne une commission d'enquête qui est confiée à John Tower. Face aux preuves qui s'accumulent, la défense côté américain consiste à argumenter que cette vente était indispensable à la libération des otages américains au Liban cette fois. Quant à Reagan, il n'a d'autre choix que d'admettre les faits, mais humilié, il affirme ne pas avoir été mis au courant.

Vente secrète d'armes contre otages : les dessous de l'affaire

Depuis le début de la guerre, les dirigeants iraniens cherchaient à acheter des armes sur le marché international afin de combler leurs besoins militaires. Dans le même temps, le Conseil

¹⁶ Alain Gresh et Dominique Vidal, [Le temps de la haine entre les Etats-Unis et l'Iran est-il révolu ?](#) : Le scandale de l'Irangate, Le Monde Diplomatique, Mars 2015.

¹⁷ *Remembering CIA'S Heroes: William F.Buckley*, Central Intelligence Agency.

de Sécurité Nationale (NSC, *National Security Council*) établissait un plan pour libérer les otages. Ils envisagent alors d'échanger les otages contre des armes dont l'Iran a besoin.

En 1984, un mois après la réélection de Reagan, le trafiquant d'armes iranien Manucher Ghorbanifa se rapproche de Theodore Shackley, un ancien membre de la CIA,¹⁸ et lui propose de vendre des armes en Iran et de renseigner les autorités américaines sur le matériel soviétique (notamment le T-72, une arme redoutée par les États-Unis). La proposition est rejetée par le Département d'État. Cependant McFarlane, le conseiller pour la Sécurité du président Reagan rapporte une autre proposition faite par le premier ministre Israélien le 5 mai 1985 d'acquérir des missiles anti-char TOW et anti-aérien HAWK afin de vendre ces dernières à l'Iran.

Israël se propose de jouer les intermédiaires, en échange de quoi les États-Unis devront leur livrer gratuitement des missiles de dernière génération. Quelques jours plus tard, le 17 Juin 1985, Robert McFarlane dans une note du NSC appelle les États-Unis à se rapprocher de l'Iran et à satisfaire ses besoins d'importations en fournitures militaires¹⁹. Le secrétaire à la défense Caspar Weinberg juge cette proposition absurde et le secrétaire d'État George Shultz s'y oppose également. Le directeur de la CIA William Casey, qui est en même temps un des responsables du NSC, soutient quant à lui la proposition.

Le NSC met en place les premières transactions d'une centaine de missiles TOW livrés le 20 août 1985 suivis de 400 missiles le 14 Septembre 1985 via Israël. Suite à cela, le groupe Hezbollah libère un otage et garde les autres comme levier de pression pour continuer les ventes. En décembre 1985, Oliver North (attaché militaire au NSC) propose un nouveau plan de vente d'armes à l'Iran. Ce dernier souhaite que le NSC se charge directement de la vente et de la livraison d'armes. En 1986 ce sont 250 tonnes de missiles HAWK et TOK qui sont livrées à Téhéran mais seulement trois otages sont libérés.

Lorsque le scandale de l'Irangate éclate, ce dernier met fin aux négociations entre Washington et l'Iran, sacrifiant les 3 derniers otages qui ne seront libérés qu'en novembre 1991.

Violation de leurs propres embargos

La révélation est d'autant plus problématique que celle-ci est en contradiction avec l'opération Staunch²⁰, opération lancée par les États-Unis eux-mêmes en 1983 et visant à convaincre les autres pays de ne vendre ni armes ni pièces détachées à l'Iran. Dans la même continuité, Washington met en place un embargo en 1984 interdisant la livraison de matériel de guerre à l'Iran, et un autre embargo en mai 1985 interdisant tout commerce avec celui-ci, sous menaces de répressions économiques avec les pays qui s'y risqueraient.

Deuxième point, Washington avait toujours affirmé ne pas vouloir négocier avec les ravisseurs. La prise des otages ne fut-elle qu'une excuse pour permettre la vente des armes à l'Iran, dans l'objectif de lutter contre les ambitions hégémoniques irakiennes et l'influence soviétique ? La vente d'armes – en contradiction avec le discours officiel sur la prise d'otages – a de fait servi de prétexte pour défendre les intérêts américains (le pétrole, la lutte contre le communisme et la lutte contre l'hégémonie irakienne).

Le financement des contras : Désaccords internes

L'histoire avec les Contras commence dès 1981, quand Reagan annule toute forme d'aide économique au Nicaragua car il accuse son régime d'être communiste. La même année, la CIA participe au déclenchement de la guerre au Nicaragua en finançant et en soutenant les forces

¹⁸ Theodore (Ted) Shackley, Biographie, Spartacus educational, <https://spartacus-educational.com/JFKshackley.htm>

¹⁹ Lawrence E. Walsh, *Final Report of the independent counsel for Iran/Contra Matters*, 4 août 1993.

²⁰ Michael Eisenstadt, *Can the United States Influence the WMD Policies of Iraq and Iran?*, The Non-proliferation Review, 7.2, été 2000.

rebelles. La politique de soutien de Washington aux contras déplaît fortement au Congrès qui s’y oppose. Un conflit sévère entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif commence. En 1982 est adopté l’amendement Boland²¹. Il prévoit l’interdiction de formation, d’approvisionnement ou le financement des rebelles contras par la CIA ou par le Département de la Défense. Le NSC n’est donc pas directement mentionné et finance de fait les rebelles. Les républicains étant excellents dans la pratique du Lawfare qui vise à instrumentaliser politiquement la justice, l’exécutif a donc profité des failles du droit américain pour protéger la puissance américaine. L’amendement sera étendu dès 1984 : il sera interdit de “*soutenir, directement ou indirectement, les opérations militaires ou paramilitaires menées au Nicaragua*”. La même année, le Président Reagan ordonne à la NSC de « *maintenir en place les Contra, corps et âme* ²² » et ce, peu importe les décisions du Congrès, comme l’indique le rapport indépendant du juge Lawrence Walsh.

Olivier North, dans son plan de vente d’armes à l’Iran en Décembre 1985, avait également proposé qu’une partie des bénéfices soit utilisée pour soutenir les Contras dans leur lutte contre les sandinistes au Nicaragua. Le scandale de l’Irangate a donc révélé la violation de l’amendement Boland. Cela déclenche une guérilla juridique : le Congrès évoque la Constitution et son rôle de contrôleur du budget (l’Exécutif ne pourrait financer des projets que le Congrès ne soutient pas), tandis que le président rétorque en rappelant que la mise en place de la politique étrangère est l’apanage de l’Exécutif. Le rapport de force est finalement remporté par l’administration de Reagan. Le Congrès vote le budget mais pas comment celui-ci est dépensé.²³

B. WASHINGTON, RESPONSABLE DES UTILISATIONS D’ARMES CHIMIQUES ?

Le recours aux armes chimiques est sûrement l’un des plus gros scandales de cette guerre, d’autant plus que l’Irak a bénéficié du soutien direct et indirect des puissances étrangères, dont les États-Unis.

L’impunité irakienne permise par Washington : les dessous diplomatiques

En 1982, l’Irak commence à utiliser des armes chimiques sur les soldats iraniens pour rééquilibrer le conflit et dès 1983 spécifiquement du gaz sarin et du gaz chloré (moutarde). En mars 1984, l’utilisation du tabun marque la première utilisation d’agents neurotoxiques dans cette guerre²⁴. De ce fait, l’Irak viole le protocole de Genève qu’il a signé en 1931.

En novembre 1983, Jonathan Howe, haut fonctionnaire du Département d’État, fait part de certains rapports des services de renseignement²⁵ au secrétaire d’État George Schultz. Ces rapports évoquent le recours à ces armes de manière quasi quotidienne. Les hauts responsables de la CIA dont William Casey (ami proche du président) ont connaissance de l’emplacement des usines irakiennes d’assemblage d’armes chimiques. Cependant Washington décide de ne pas réagir. En effet, l’administration de Reagan craignant l’extension de l’influence iranienne, souhaite poursuivre son ouverture diplomatique et politique à grande échelle à Bagdad, comme le montrent les nombreuses visites dans la capitale de Donald Rumsfeld²⁶, envoyé spécial au Moyen-Orient.

De son côté, dès 1983, Téhéran tente de faire reconnaître l’usage d’armes chimiques de l’Irak à la presse et aux organisations internationales mais reste ignoré pendant des années par ces

²¹ “[The Boland amendment](#)”, Rapport de la CIA.

²² *Final Report of the independent Counsel for Iran/Contra Matters*. Volume 1, Chapitre 1.

²³ Don Wallace Jr & Allan Gerson, *The dubious Boland Amendments*, *The Washington Post*, Juin 1987.

²⁴ Rapport de la CIA “[Impact and Implications of the chemical weapons use in the Iran-Iraq war](#)”, Mars 1988.

²⁵ Rapport de la CIA “[Iran’s likely reaction to Iraqi use of chemical weapons](#)”, 4 novembre 1983.

²⁶ Michael Dobbs, *U.S had key role in Iraq buildup*, *The Washington Post*, 30 décembre 2002.

derniers, faute de preuves suffisantes. Le 5 Mars 1984, Washington condamne l'utilisation d'armes chimiques mais continue de soutenir l'Irak. Pourtant, de 1985 à 1990, les États-Unis et bien d'autres pays, dont la France, l'Italie, la Grande Bretagne et l'Allemagne, autorisent des entreprises nationales à vendre des produits à double usage, c'est-à-dire civil ou militaire. L'Irak admittra plus tard avoir importé 200 000 obus capables de transporter des armes chimiques entre 1983 et 1989.²⁷ En 1988, lorsque ces armes chimiques sont utilisées sur les Kurdes irakiens, Washington n'impose aucune sanction. Plus encore, Washington bloquera toute tentative de sanctions à l'échelle internationale.²⁸

« Une victoire iranienne inenvisageable » selon Reagan

Si les responsables américains ont longtemps nié connaître l'existence des attaques chimiques irakiennes, le colonel Rick Francona, qui était attaché militaire à Bagdad pendant les frappes de 1988 a déclaré à Foreign Policy « *les Irakiens ne nous ont jamais dit qu'ils avaient l'intention d'utiliser du gaz neurotoxique, ils n'avaient pas à le faire. Nous le savions déjà* ». ²⁹ L'article rapporte également une anecdote particulière : À la lecture du rapport « Iran at the Gates of Al Basrah » Reagan écrit une note adressée au secrétaire à la Défense Frank C. Carlucci : « *Une victoire iranienne est inenvisageable* ». Comme dit précédemment, ce rapport montre que la guerre est sur le point de prendre un tournant décisif en faveur de l'Iran. Reagan décide dès lors de tout faire pour éviter une victoire iranienne. Dans le but d'aider l'Irak à améliorer la précision de ses attaques, la CIA renseigne l'armée révolutionnaire sur les préparatifs offensifs iraniens, et sur l'emplacement exact de ses cibles tout en sachant pertinemment que les représailles se feront avec des armes chimiques y compris du sarin, un agent neurotoxique mortel. Selon Walter Lang, ancien des services de renseignements de l'armée américaine, « *La CIA estimait inévitable l'utilisation d'armes chimiques* ». ³⁰ Ces attaques ont contribué à faire pencher la guerre en faveur de l'Irak, servant de fait la diplomatie américaine qui, à cette période s'était clairement rangé du côté irakien.

En principe, les États-Unis sont opposés à l'utilisation d'armes chimiques. Leur soutien à l'Irak démontre cependant des principes à géométrie variable, surtout quand ils ne vont pas dans le sens de leurs intérêts diplomatiques et stratégiques.

C. IRAN ET IRAK : ÉTATS PROFITEURS ET VICTIMES

Afin de subvenir à leurs besoins militaires, les deux belligérants ont pu profiter du double jeu américain. Mais, parallèlement ces deux États ont également été des victimes du double jeu américain qui répondaient à des intérêts bien propres aux États-Unis (tel que le statu quo). Les conséquences de la guerre seront désastreuses pour les sociétés irakiennes et iraniennes, le bilan humain est estimé entre 800 000 et 1 million de morts. D'un autre côté, les deux gouvernements se consolideront.

Une guerre sans vainqueur :

En déclenchant la guerre, l'Irak est persuadé de sa supériorité militaire et mise sur une guerre éclair. Pourtant le conflit prendra la forme d'une guerre d'usure de huit années dont l'issue ne débouche sur aucun vainqueur, bien que l'Irak ait renforcé son rôle de leader du monde arabe, rôle qui durera moins de deux ans avant l'invasion du Koweït par l'Irak. L'issue de la guerre était donc celle désirée par Washington : le statu quo, sans vainqueur prédominant. Pour autant, quel a été le prix de cette volonté ?

²⁷ Mathieu Auzanneau, *Or Noir, La grande histoire du pétrole*, p.545-546.

²⁸ Pierre Razoux, *La guerre Iran-Irak. Première guerre du Golfe 1980-1988*, Chap. 21.

²⁹ [Foreign Policy Exclusive](#): CIA Files Prove America Helped Saddam as He Gassed Iran.

³⁰ Pierre Razoux, *La guerre Iran-Irak. Première guerre du Golfe 1980-1988*, Chap. 25.

Iran et Irak en 1988 : des puissances exsangues

Le bilan de la « Guerre imposée » (nom communément donné à cette guerre en Iran) est très lourd économiquement et humainement. La guerre aura coûté à Téhéran entre 74 et 91 milliards de dollars ainsi que 11,26 milliards d'importations militaires. Par ailleurs, son potentiel pétrolier a été durablement touché suite aux bombardements de ses pétroliers et de ses terminaux durant la guerre. Humainement, les pertes en Iran s'estiment à une fourchette allant de 220 000 à 400 000 morts. Parmi les victimes se trouvent énormément de civils qui ont été exterminés par les opérations militaires. L'Irak visait les populations des villes et des villages. Mais l'aspect le plus marquant de cette guerre reste le recours massif aux enfants soldats. Au total, plus de 100 000 enfants iraniens de moins de 16 ans³¹ ont été sacrifiés durant la guerre. Le gouvernement de Khomeiny avait souvent recours à des discours de propagande relayés au sein même des écoles pour louer les vertus du sacrifice au combat pour la cause du régime islamique.

Du côté de l'Irak, le bilan est aussi important que chez son ennemi : les pertes humaines s'estiment à une fourchette allant de 200 000 à 500 000 morts³², avec un recours à des adolescents d'au moins 16 ans pour combler les pertes de l'armée. De plus, la guerre a coûté entre 94 et 112 milliards de dollars et 41.94 milliards de dollars en importations militaires. Bien que le pays de Saddam Hussein ait pu bénéficier d'une augmentation de son potentiel en or noir, ce fut au prix d'un très grand endettement d'environ 80 milliards de dollars auprès des pétromonarchies du Golfe, et au moins autant pour les besoins de reconstructions.

Un bilan contrebalancé du côté iranien par la consolidation du régime de Khomeiny

Sur le plan extérieur, l'Iranguate a marqué un tournant décisif dans les relations entre Téhéran et Washington. Les négociations qui étaient en cours avec Téhéran furent réduites à néant. La cause de la guerre a su notamment fédérer le peuple iranien autour de l'Ayatollah Khomeini face à Saddam Hussein et au "Grand Satan" qui s'était rangé du côté de l'Irak. En effet, l'anti-américanisme en Iran bien que déjà présent avant la guerre se renforce progressivement, plus encore lorsque la complicité des États-Unis dans le recours aux armes chimiques est confirmée. À ce jour, les Iraniens considèrent toujours les États-Unis et ses alliés comme principaux responsables. Le 21 Septembre 2020, à l'occasion de la commémoration du 40ème anniversaire du conflit, le guide suprême de l'Iran a déclaré³³ : "Saddam Hussein n'était qu'un instrument aux mains des puissances étrangères liguées contre la République islamique."

La défiance de Bagdad confrontée à la dépendance irakienne vis-à-vis des États-Unis

Du côté irakien, bien que l'Iranguate renforce la défiance irakienne à l'égard des États-Unis, Saddam Hussein n'a d'autre choix que de coopérer avec les États-Unis et de maintenir ses relations diplomatiques. Le revirement de situation lié à l'Iranguate a dès lors permis à l'Irak de renforcer son emprise dans son pays à l'issue de la guerre, avec une gouvernance versant de plus en plus vers le despotisme, en plus de positionner l'Irak comme défenseur des sunnites face aux chiïtes et comme un leader du monde arabe. Cependant, cette position est rapidement remise en question à la suite de l'invasion du Koweït. L'Irak pense pouvoir peut-être bénéficier de sa situation mais elle se heurte rapidement à une vive réaction internationale. Naturellement, le Koweït est un pays qui regorge de gisements pétroliers, ce

³¹ Louyot Alain, *Les "petits martyrs" de la guerre Iran-Irak*, l'Express, 27/09/2001.

³² Corentin de Favereau, *La Guerre Iran-Irak : Saddam Hussein et le rôle controversé des États-Unis*, 50Minutes.fr, Page 296.

³³ *Pour Khomeini, la guerre contre l'Irak a prouvé que l'Iran est "déterminé à se défendre"*, Agence France-Presse

qui touche donc aux intérêts vitaux des États-Unis... Il reste que la guerre renforce le parti Baas.

III. L'IMPUNITÉ AMÉRICAINE, SYMBOLE DES RAPPORTS DE FORCE DÉSÉQUILIBRÉS

A. AUX ÉTATS-UNIS : UN RAPPORT DE FORCE INTERNE EN FAVEUR DE L'ADMINISTRATION REAGAN

La Guerre Iran – Irak : Un long bras de fer entre les pouvoirs Exécutif et Législatif

En 1980, le Congrès américain s'oppose à tout soutien militaire envers l'Irak car Saddam Hussein est hostile à Israël, grand allié des États-Unis. Parallèlement, le Congrès met en avant le soutien soviétique déjà existant. En effet, un traité d'amitié et de coopération avait été signé entre Bagdad et Moscou en 1972 : l'Irak avait besoin de soutien pour nationaliser son industrie pétrolière, pour reprendre la guerre au Kurdistan et faire face à l'Iran³⁴. De telles relations inquiétaient le président américain. Ronald Reagan élu en 1980, poursuit et renforce ainsi la politique de Carter, qui vise à contenir l'expansionnisme soviétique dans les pays les plus susceptibles de tomber sous influence de l'URSS. Le président peut dès lors compter sur le soutien du vice-président George W. Bush, fervent défenseur du soutien à Saddam Hussein qui estimait que l'Irak était « *le meilleur bouclier contre l'expansionnisme radical chiite révolutionnaire* » (Pierre Razoux). Par conséquent, la Maison Blanche autorise secrètement l'Arabie Saoudite, le Koweït et l'Égypte à transférer de l'armement américain à l'Irak au début des années 1980. L'administration mise en place par le républicain commence donc dès 1980 à court-circuiter les institutions démocratiques.

Le Congrès et la justice américaine durant la Guerre Froide : les grands délaissés ?

Sous la pression du Congrès, notamment des démocrates et des médias, Ronald Reagan charge la commission Tower de faire toute la lumière sur l'Iranganate. Le rapport d'une centaine de pages qui en ressort n'entraîne pourtant pas de grandes conséquences. L'affaire s'enlise dans les méandres de la justice américaine. Aucun des initiateurs de l'opération ne sera sérieusement inquiété, ce qui reste paradoxal au vu de l'ampleur du scandale. L'Iranganate a en effet fait les gros titres de la presse internationale pendant plusieurs mois, notamment au moment des procès de l'amiral John Poindexter (chef du National Security Council) et de son adjoint, le lieutenant-colonel Oliver North qui avait mené les négociations avec l'Iran. Ils seront jugés coupables et inculpés de plusieurs charges, pourtant leurs sentences seront annulées en appel, ce qui ne passera pas inaperçu dans la presse. Le quotidien *Le Monde* titrera ainsi un de ses articles : « *États-Unis : le début du procès d'Oliver North La montagne de l'Iranganate accouche d'une souris* »³⁵. Il en va de même pour la dizaine d'autres responsables : certains recevront le pardon présidentiel de G. W. Bush en 1992, quelques jours seulement avant la fin de son mandat. D'autres verront leur peine annulée en échange de témoignages.

Le président américain niera cependant toute implication personnelle. Tandis que le rapport de l'enquête relèvera que le président porte la « responsabilité ultime » pour les malversations de son administration, aucune preuve ne prouvera que celui-ci eut été au courant.³⁶ En effet, Oliver North (en accord avec John Poindexter) fut responsable de la destruction de nombreux

³⁴ Marie Mendras, « La logique de l'URSS au Moyen-Orient », in *Politique étrangère*, n°1, 1983, p. 134.

³⁵ Jan Krauze, « États-Unis : le début du procès d'Oliver North La montagne de l'Iranganate " accouche d'une souris », *Le Monde*, 1^{er} février 1989.

³⁶ "Ultimate responsibility", in *Report of the Congressional Committees Investigating the Iran-Contra Affair*, Washington, 1987.

documents en lien avec le dossier. C'est la raison pour laquelle l'enquête n'a pas permis de statuer sur le rôle direct et explicite de Reagan. Les conséquences du scandale de l'Irangate sont néanmoins très importantes pour le président. Son taux de popularité passe de 67% à 46% en novembre 1986, « historiquement la plus grande chute d'un seul coup pour un président américain » selon un sondage du NY Times et de CBS News.³⁷ Quant au vice-président Bush, celui-ci n'est pas cité dans le chapitre du rapport Tower intitulé « Défaillance des responsabilités ». Aucune preuve ne pouvait démontrer que celui-ci avait connaissance de tous les éléments, notamment du fait que l'argent des armes était destiné aux contras. Au vu des fonctions attribués à Reagan et Bush et au rôle joué par North dans la destruction de pièces, on peut légitimement remettre en question sa non-connaissance de l'affaire³⁸. Si cela s'avérait, il serait néanmoins alarmant qu'une administration puisse s'occuper aussi librement de la politique étrangère, sans en avertir l'Exécutif.

Le droit de grâce présidentiel sous G. W Bush

Finalement, George W Bush devenu lui-même président accorde lors de ses derniers jours son pardon aux principaux responsables en décembre 1992 fermant définitivement l'enquête. Cette décision est peu remise en question. En effet, d'après la presse de l'époque, les démocrates eux-mêmes souhaitent que ce dossier soit classé et l'opinion publique s'était lassée³⁹. Par ailleurs, il convient de rappeler que Reagan fut le président ayant mis à terre l'ennemi soviétique. Qu'est-ce que le scandale de l'Irangate aux yeux des Américains et de leurs alliés dans un contexte de Guerre Froide ? Qu'est-ce que l'Irangate face à la défaite soviétique ? Seul le procureur chargé de l'enquête, Lawrence Walsh, regrettera que cette issue porte « atteinte au principe selon lequel personne n'est au-dessus des lois »⁴⁰.

Tentative d'impeachment : une nouvelle démonstration de l'immunité du Président

En mars 1987, Henri Barbosa Gonzalez, membre démocrate de la Chambre des représentants du Texas, lance une résolution de destitution à l'encontre du Président, à cause de la vente d'armes à l'Iran. Ce dernier avait déjà présenté une tentative d'impeachment lors de l'invasion de la Grenade par les États-Unis (hors contexte de la Guerre Iran – Irak) en 1983. Cette invasion avait été demandée par Reagan dans le cadre de la lutte contre le communisme⁴¹. Cependant les différents éléments avancés par le démocrate ne seront pas approuvés par la Chambre des représentants. La procédure reste donc sans suite, pour les mêmes raisons qui ont permis au Président de ne pas être inquiété par l'enquête du Congrès.

Si Reagan connaît une chute de popularité suite à la révélation de l'Irangate, il reste un des présidents américains les plus populaires. Que l'affaire se soit passée avec son accord ou pas, le double-jeu permis sous son mandat n'a pas eu de retombées sérieuses. Presque toutes les personnes impliquées dans l'Iran-contra ont obtenu rapidement des remises de peine, ou pardon présidentiel de George H. W. Bush en 1992. L'un des plus grands scandales des États-Unis n'a donc eu aucune retombée sur l'administration concernée.

³⁷ "the largest single drop for any U.S. president in history", Mayer, Jane and Doyle McManus, *Landslide: The Unmaking of The President, 1984–1988*. Houghton Mifflin, (1988) pp. 292, 437.

³⁸ Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*. Agone, 2002, p.659.

³⁹ Alain Frachon, « ÉTATS-UNIS Le procureur chargé de l'" Irangate " devrait convoquer M. Bush après le 20 janvier », *Le Monde*, 29 décembre 1992.

⁴⁰ « États-Unis : M. Weinberger ne sera pas jugé Le " pardon " accordé par M. Bush clôt l'affaire de l'Irangate », *Le Monde*, 24 décembre 1992.

⁴¹ "Texan Acts for Impeachment", *The New York Times*, 6 mars 1987.

B. L'ABSENCE DE RÉACTIONS AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

La communauté internationale est restée majoritairement silencieuse face à ce double jeu américain et à la révélation de l'Irangate. Et ce pour plusieurs raisons. Il s'agit ici de contextualiser ce scandale dans une situation de Guerre Froide pour comprendre le silence de certaines puissances. Le monde est alors polarisé entre les alliés des États-Unis et les alliés soviétiques. Deuxième raison, l'URSS, est la seule puissance capable de rivaliser. Pourtant elle n'est pas en capacité de le faire. L'URSS doit faire face à des problèmes importants au niveau interne. Enfin, les institutions internationales n'ont que peu de poids dans la résolution du conflit.

Les pays alliés des États-Unis : un silence coupable ?

Dans ce contexte, les principaux pays alliés des États-Unis n'ont aucun intérêt à décrier le comportement américain. La Guerre Froide n'est toujours pas terminée et la menace soviétique est toujours réelle. Critiquer publiquement Washington reviendrait donc à entacher l'image de l'Amérique et à renforcer l'URSS. Cela explique en grande partie le silence de nombreuses puissances occidentales.

Par ailleurs, il se trouve que de nombreux alliés tels que l'Angleterre, la France, l'Allemagne⁴² ont eux-mêmes joué un jeu assez trouble durant la guerre Iran – Irak de 1980 à 1988, comme en témoigne l'affaire Luçaire qui a éclaté en France.

L'Affaire Luçaire : Un Irangate à la française

L'Irak était un allié majeur de la France sur différents secteurs notamment économiques, industriels et pétroliers (l'Irak étant la deuxième plus grande source de pétrole pour l'hexagone). De 1972 à 1988, 90 avions de combat, 150 hélicoptères, 560 véhicules blindés, 81 canons et 15 000 missiles sont vendus à Bagdad. Pourtant, un soutien trop marqué en faveur de l'Irak aurait rompu les liens avec Téhéran alors même que la situation était déjà tendue. En effet, suite à la révolution islamique, les discordes sont nombreuses, la France ne veut plus rembourser un montant d'1 milliard qu'elle avait contracté avec le shah en 1974 en échange d'une participation de l'Iran de 10% au capital d'Eurodif. La société Eurodif effectuait alors de l'enrichissement d'uranium. L'objectif était alors de fournir à l'Iran le combustible nécessaire au fonctionnement de ses futurs centrales nucléaires civiles qui auraient été construites en collaboration avec la France. En représailles, le Hezbollah organise alors des attentats en France et contre des intérêts français au Liban.

Suite à cela, Mitterrand interdit dès 1982 la vente d'armes au régime iranien. Pourtant de 1982 à 1986 la société d'armement Luçaire livre 500 000 obus d'artillerie à Téhéran. L'affaire éclate en janvier 1987 dans l'Express. Mitterrand niera avoir été à l'origine de cette vente et même avoir été au courant d'un tel trafic. Si on ne peut affirmer que le président français fut au courant, il n'en reste pas moins que les ministres de la défense Charles Hernu et son bras droit Jean-François Dubos eux le furent. Difficile donc de croire que cela ne fut pas le cas du Président.⁴³ D'autant que l'argent permettait de financer certains partis politiques, dont le parti socialiste. L'affaire est donc rapidement étouffée. Chirac lui-même sera accusé de poursuivre des ventes d'armes à l'Iran. Le journal *Le Matin* révèle que depuis août 1986, la Société Nationale des poudres et explosifs traitait avec Téhéran.⁴⁴

⁴² Stockholm International Peace Research Institute, *The Irak-Iran war and the arms trade*.

⁴³ Laurent Perpigna Iban, *Une faute morale : les ventes d'armes au cœur de la tragique guerre Iran-Irak*, Middle East Eye, 25 septembre 2020.

⁴⁴ Michael Brzoska and Thomas Ohlson, *The Irak-Iran war and the arms trade*, Stockholm International Peace Research Institute, Mars 1984.

En ce sens, on peut comprendre le silence français suite à l'Irangate de deux façons : Tout d'abord, la France n'avait pas intérêt à dénoncer les actes de son allié d'outre-Atlantique sur la scène internationale à cause du contexte de Guerre Froide, dans lequel le monde est découpé en deux camps et par la similitude entre l'Irangate et la situation en France.

Selon, David Rigoulet-Roze, chercheur à l'IRIS les « *Les cicatrices laissées par la guerre Iran-Irak portent en elles une culpabilité quasi mondiale* ». ⁴⁵ Il a notamment été révélé que les États-Unis ne furent pas les seuls à vendre des produits à double usage : La France comptait également parmi les coupables, avec l'Allemagne. ⁴⁶

Le silence du colosse soviétique : symbole du déclin ?

L'URSS aurait dû être le premier acteur à profiter du scandale de l'Irangate pour affaiblir son rival américain sur la scène internationale. Pourtant, force est de constater que cela ne fut pas le cas. Comment expliquer le silence du colosse soviétique ?

Le comportement de l'URSS s'explique par plusieurs éléments. L'Ours s'était déjà empêtré dans la guerre d'Afghanistan (1979-1989), invasion très critiquée par les États du Moyen Orient.

Par ailleurs Moscou joue également à un jeu très ambigu dans la guerre Iran-Irak. Le critère d'action de Moscou durant celle-ci ne fut pas la recherche d'alliés fidèles mais le désir de ne pas se faire d'ennemis supplémentaires au Moyen-Orient ⁴⁷. Les autorités sont au début du conflit assez partagées et s'affichent neutres dans le conflit, bien que ces derniers étaient plus proches de l'Irak, mais l'invasion de l'Iran est vue comme une trahison. Saddam Hussein n'avait pas prévenu les soviétiques. L'URSS stoppe dès lors les livraisons d'armes à l'Irak, bien qu'elle fasse livrer des armes plus rustiques par l'intermédiaire d'autres pays socialistes tels que la Pologne ou la Roumanie ⁴⁸, tout en maintenant des relations diplomatiques. Parallèlement L'URSS se rapproche de l'Iran et propose son aide militaire. L'Iran commence par décliner l'offre ⁴⁹. En effet Khomeiny considère l'URSS non pas comme un potentiel allié, mais une menace. L'URSS encourageait certains mouvements séparatistes au nord-ouest, ce qui déplaisait fortement à Téhéran ⁵⁰. Khomeiny préfère alors s'affirmer indépendant des deux grandes puissances de cette période, mais finalement Téhéran acceptera de recevoir des armes et pièces de rechange. Dès 1981 Moscou passe avec Téhéran un accord de coopération. Moscou livre du matériel militaire pour plusieurs centaines de millions de dollars, notamment des pièces d'artilleries comme des obusiers M1954 et envoie sur place des conseillers militaires, 3000 en 1983, 4200 en 1987.

Par ailleurs, au moment de l'Irangate, l'URSS est affaiblie par la mise en place de deux politiques : la perestroïka et la glasnost. Les deux politiques prévoient en effet une plus grande transparence dans la politique ainsi qu'une restructuration économique. Pourtant celles-ci entraînent des déstabilisations internes très importantes. La population aspire de plus en plus à de nouveaux droits. L'URSS préfère donc se concentrer sur ses faiblesses internes, délaissant quelque peu les problématiques internationales. Moscou n'a donc plus les moyens et l'ambition de s'opposer frontalement aux États-Unis sur la scène internationale à cette période. Cela explique le silence soviétique.

⁴⁵ middleeasteye.net " les cicatrices laissées par la guerre Iran-Irak portent en elles une culpabilité quasi mondiale"

⁴⁶ Michael Brzoska and Thomas Ohlson, *The Irak-Iran war and the arms trade*, Stockholm International Peace Research Institute, Mars 1984.

⁴⁷ Marie Mendras, *La logique de l'URSS au Moyen-Orient*, Politique étrangère, n°1, 1983.

⁴⁸ Christian Boudier, *Iran-Irak la diplomatie du conflit*, Politique étrangère, n°2, 1987.

⁴⁹ Christian Boudier, *Iran-Irak la diplomatie du conflit*, Politique étrangère, n°2, 1987.

⁵⁰ Clément Therme, *Iran-URSS-Russie, les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, The Graduate Institute, coll. « International », 2012.

C. INSTITUTIONS INTERNATIONALES, L'INCAPACITÉ DE L'ONU

Un conflit insoluble pour les institutions internationales

Lorsque le conflit entre l'Irak et l'Iran éclate, il attire naturellement l'attention des institutions internationales, à l'instar de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Dans ce contexte d'affirmation des grandes puissances, ni l'ONU, ni le mouvement des non-alignés, ni la Conférence de la coopération Islamique, ne parviendront à orienter le conflit. Le 12 juillet 1982 est adoptée la résolution 514 de l'ONU, suivie de la résolution 522 du 4 octobre 1982. Mais celles-ci n'aboutissent pas à une réelle application. Le conflit se poursuit, sans que l'ONU puisse réagir tandis que les deux puissances poursuivent leur stratégie.

Instrumentalisation des belligérants, la prise de conscience de l'ONU ?

Néanmoins, l'institution internationale semble bien consciente des enjeux engagés par cette guerre et des comportements des grandes puissances dans celle-ci. L'URSS et les États-Unis jouent dans le conflit des jeux troubles : les États-Unis développent un double-jeu, tandis que l'URSS soutient l'Iran, puis l'Irak, avant de changer une nouvelle fois son fusil d'épaule en soutenant l'Iran à partir de Gorbatchev. Ce conflit est donc aussi analysé par un certain nombre d'acteurs internationaux comme une guerre indirecte pour l'impérialisme. En témoigne la résolution 540 datant du 31 octobre 1983⁵¹ du Conseil de sécurité. Adoptée pendant une intensification des tensions et du conflit, l'ONU demande aux États tiers⁵² de « *De faire preuve de la plus grande modération, de s'abstenir de tout acte pouvant intensifier ou étendre encore le conflit...* ». Enfin, la résolution 598⁵³ comporte 8 paragraphes principaux⁵⁴, en grande majorité inspirés des résolutions 514 et 522. Pourtant la dernière résolution du Conseil de Sécurité prévoit un avertissement dans son paragraphe 5 « *Les États tiers sont appelés à faire preuve de la plus grande retenue* », visant implicitement la présence militaire et diplomatique des grandes puissances dans le Golfe.⁵⁵ Ce paragraphe souligne ainsi la prise de conscience de l'instrumentalisation du conflit par les puissances étrangères.

Pour conclure, la guerre entre l'Iran et l'Irak de 1980 à 1988 a souligné le double jeu de Washington afin d'assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques. Ce double jeu s'inscrit également dans un contexte de Guerre Froide et de lutte contre le communisme. Les deux belligérants, sortis exsangues de la guerre ont donc été des instruments de la politique d'impérialisme des États-Unis. L'Iran représenta un bouclier à l'expansion de l'URSS et aux ambitions hégémoniques de Bagdad. L'Irak quant à elle représenta un instrument pour endiguer la révolution islamique iranienne. L'utilisation des armes chimiques et le soutien des Américains dans cet aspect de la guerre malgré la connaissance de l'utilisation de produits à « double usage » par les services de renseignements US soulignent l'importance d'aboutir à un statu quo.

⁵¹ Résolution 540 du conseil de sécurité de l'ONU <https://digitallibrary.un.org/record/61392?ln=fr>

⁵² Emmanuel DECAUX, « La résolution 598 (1987) du Conseil de Sécurité et les efforts de paix des Nations-Unies entre l'Iran et l'Irak », *Annuaire Français de Droit international* XXXIV, 1988.

⁵³ The [situation between Iran and Iraq](#), resolution 598 de l'ONU. f

⁵⁴ Chronique Tavernier, 1 *Annuaire* 1982, p. 655 sur les efforts du Mouvement des non-alignés et de la Conférence islamique. Conseil de sécurité, documents officiels 1982, S/INF/38 p. 23. Les deux résolutions de 1982 ont été elles aussi adoptées à l'unanimité.

⁵⁵ Emmanuel DECAUX, « La résolution 598 (1987) du Conseil de Sécurité et les efforts de paix des Nations-Unies entre l'Iran et l'Irak », *Annuaire Français de Droit international* XXXIV, 1988.

Conclusion

Le statu quo a permis aux États-Unis de s'imposer comme un acteur indispensable dans cette région si stratégique, tout en épuisant les ressources militaires de ces États permettant une meilleure protection des États modérés. Mais la guerre aurait-elle été aussi longue sans les jeux troubles des grandes puissances ? Certainement pas. Les différents soutiens (soutiens militaire, diplomatique, informationnel) ont nourri l'appétit des belligérants, qui après huit années ont conclu un cessez le feu, laissant la situation de 1988 semblable à celle de 1980, à l'exception de deux États meurtris humainement, économiquement, financièrement et socialement.

Si l'Irak semble s'être affirmé à la fin du conflit comme le leader des pays arabes et le défenseur des sunnites face aux chiïtes, il n'en reste pas moins qu'il est très affaibli financièrement et endetté auprès des pétro-monarchies. Cet endettement poussera Saddam Hussein à envahir le petit État du Koweït (très riche en ressources énergétiques), invasion à laquelle la communauté internationale réagira vivement, marginalisant l'Irak. L'absence de réaction au niveau international répond au contexte de Guerre Froide et au contexte interne de l'URSS. Nombreux sont les acteurs à porter une responsabilité dans la région du Golfe, et dans cette guerre qui a laissé amorphes les deux puissances.

Les révélations liées aux violations des embargos et aux doubles-jeux n'ont pas eu les impacts escomptés. Ce triste exemple montre cependant l'importance de l'approvisionnement énergétique, l'importance de l'idéologie (lutte contre l'influence soviétique et le radicalisme islamique) et la vision américaine du Moyen-Orient qu'elle conçoit comme son pré-carré. L'administration Reagan n'a pas hésité pour cela à contourner les institutions américaines et internationales, soulignant les défaillances du système démocratique en période de Guerre Froide. Les conséquences de cette guerre auraient-elles été aussi importantes sans l'implication des grandes puissances ?

Selon l'historien Pierre Razoux (spécialiste de ce conflit), les conséquences de cette guerre sont toujours perceptibles : marginalisation de l'Irak et radicalisation de l'Iran. Selon Claudia Wright, dans son article « Implication of the Iraq-Iran War » publié dans *Foreign Affairs*, la guerre Iran - Irak « a laissé des cicatrices durables et un sens plus aigu des vulnérabilités, des divisions dans la zone. La principale conclusion reste que la guerre a été un désastre pour la région et souligne la dépendance précaire et continue du reste du monde par rapport au Moyen Orient ».